



## LES FAITS MARQUANTS DES SB-18 DE LA CCCC

**JEUDI 5 JUIN 2003**

Les délégués près des Dix-huitièmes Sessions des Organes Subsidiaires de la CCCC (SB-18) se sont réunis dans des séances du SBI, le matin, et du SBSTA, l'après-midi. Le SBI a procédé à l'examen: des questions administratives et financières, des arrangements encadrant les réunions intergouvernementales, et des questions financières ayant trait aux Parties non-visées à l'Annexe I. Le SBSTA a traité: des "bonnes pratiques" dans les domaines des politiques et mesures (P&Ms), la mise au point et le transfert des technologies, et la recherche et l'observation systématique (R&OS). Des groupes de contact se sont réunis pour considérer le Troisième Rapport d'Evaluation du GIEC (TRE), les puits de fixation du carbone dans le cadre du MDP, les arrangements encadrant les réunions intergouvernementales, et les R&OS.

### LE SBI

**LES QUESTIONS ORGANISATIONNELLES:** Le Président Stoycheva a signalé que les Parties ont décidé de considérer la question des communications nationales des Parties non-visées à l'Annexe I, sous la rubrique 'points divers', et le SBI a adopté l'ordre du jour sans amendement.

**LES QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES:** Les Parties ont entendu le reste des déclarations sur le budget programmatique de la biennale 2004-2005. Le JAPON a indiqué que le financement des services de conférence doit être imputé au budget régulier des Nations Unies. L'UE a indiqué que le budget doit être plus prévisible pour les périodes à venir, et a exprimé sa surprise, quant à la distinction établie entre les activités de la CCCC et du Traité, dans le budget. L'Australie a souligné que les priorités du budget doivent être éclaircies et, avec le Brésil, la Chine, l'UE, le Japon, la Norvège et la Fédération de Russie, a déclaré que l'augmentation du budget est trop élevée. La Fédération de Russie a déclaré préférer un budget à croissance zéro, mais qu'elle acceptait des augmentations budgétaires, pour inflation, et a requis une indication claire sur la manière dont sa contribution au budget serait affectée par sa ratification du Traité.

**LES ARRANGEMENTS ENCADRANT LES REUNIONS INTERGOUVERNEMENTALES:** Le Secrétariat a mis en relief, entre autres, deux scénarios pour le programme de travail: l'un pour la CdP-9 et, en cas d'entrée en vigueur du Traité, l'autre, pour la CdP/RdP-1 prévue en conjonction avec la CdP-9.

Au sujet du calendrier des travaux de la CdP, le délégué des ETATS-UNIS, avec d'autres, a plaidé pour la convocation de tables rondes de haut niveau. L'Australie a indiqué que la CdP-9 doit continuer à édifier sur la *Déclaration de Delhi concernant les Changements Climatiques et le Développement Durable*. La Norvège et le Burkina Faso ont appuyé la tenue d'une réunion ministérielle de haut niveau à la fin de chaque session. Les ETATS-UNIS, le Brésil et l'Arabie Saoudite ont apporté leur soutien à sa tenue au début des sessions. Plusieurs délégués ont souligné le besoin de séparer les travaux relevant de la CCCC de ceux relevant du Traité. Le délégué des ETATS-UNIS, avec l'Australie, la Slovenie, la Norvège et le Canada, a plaidé pour la considération d'un programme de travail plurian-

nel, et pour la rationalisation de l'ordre du jour de chacune des réunions. Au sujet de la participation effective, le délégué des ETATS-UNIS a fait objection à la manière dont le Comité Exécutif du MDP est en train d'appliquer les règles régissant la participation des observateurs. Le G-77/CHINE, avec l'Arabie Saoudite, le Burkina Faso et l'UE, a appelé à l'accroissement du financement de la participation des délégués issus des pays en développement. Plusieurs délégations ont appelé à l'adoption d'une approche systématique permettant de s'assurer d'une participation large et équilibrée de tous les organes, groupes d'experts et ateliers. Le Président Stoycheva a indiqué que le groupe de contact présidé par Karsten Sach (Allemagne) modérera la suite du débat sur ces questions.

**LES QUESTIONS FINANCIERES AYANT TRAIT AUX PARTIES NON-VISEES A L'ANNEXE I:** L'AOSIS et le G-77/CHINE ont souligné la nécessité pour le Fonds Spécial pour les Changements Climatiques de soutenir les activités d'adaptation. Le porte-parole a affirmé qu'un classement prioritaire des activités faciliterait la transparence et permettrait d'accélérer les procédures de financement. Le Canada a ajouté que cela améliorerait la confiance des donateurs. L'UE, l'AOSIS et le Ghana ont souligné l'importance du Fonds Spécial pour les Changements Climatiques, en particulier pour les pays non éligibles aux soutiens accordés dans le cadre des fonds existants. L'Arabie Saoudite a déclaré que le Fonds Spécial pour les Changements Climatiques devrait financer les activités de diversification économique dans les pays en développement. Le Président Stoycheva a suggéré la convocation d'un groupe de contact pour le traitement de cette question, y compris le Fonds pour les PMA. La Tanzanie, au nom des PMA, a préféré voir convoquer un groupe de contact séparé, pour l'examen du Fonds consacré aux PMA et des questions en rapport. Au terme de brèves consultations, le Président a annoncé que les consultations informelles sur le Fonds pour les PMA seront tenues parallèlement au groupe de contact sur le Fonds Spécial pour les Changements Climatiques.

### LE SBSTA

**LES POLITIQUES ET MESURES:** Le Président Thorgeirsson a rappelé que la mise en œuvre de la décision 13/CP.7 (P&Ms) pourrait inclure deux voies: le renforcement des approches basées sur l'Internet pour les échanges d'informations, et l'engagement dans de nouveaux travaux méthodologiques pour l'élaboration et l'évaluation des P&M. Dans le cadre des circonstances nationales, plusieurs délégués ont déclaré que l'échange d'informations a été précieux dans la mise en relief de l'efficacité des P&M. Outre l'invitation des Parties non-visées à l'Annexe I, à tirer profit des échanges d'informations, la Suisse, avec l'Australie et le Canada, a plaidé pour l'adoption d'un point permanent à l'ordre du jour, consacré aux P&M. L'Arabie Saoudite a indiqué que les discussions doivent être limitées aux parties visées à l'Annexe I. L'UE a appelé à la tenue d'autres ateliers et à la mise en place d'outils basés sur l'Internet. Le Japon, avec l'Australie, a déclaré que les P&M doivent être auto-évaluées. Le Président Thorgeirsson a indiqué que Greg Terrill (Australie) et Richard Muyungi (Tanzanie) coprésideront les consultations sur ce sujet et élaboreront les conclusions du SBSTA et le projet de décision de la CdP.

Ce numéro du Bulletin des Négociations de la Terre © <enb@iisd.org> a été rédigé Angela Churie <angela@iisd.org>; Lauren Flejzor <lauren@iisd.org>; Michael Lisowski <michaell@iisd.org>; Dagmar Lohan, Ph.D. <dagmar@iisd.org>; Lisa Schipper <lisa@iisd.org>; et Richard Sherman <rsherman@iisd.org>. Edition numérique: Leslie Paas <leslie@iisd.org>. Editrice en Chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Version Française: Mongi Gadhoun: <mongi@iisd.org>. Directeur du Service Information: Langston James Goree VI <kimo@iisd.org>. Les principaux bailleurs de fonds du Bulletin sont: Le Gouvernement des Etats-Unis (à travers le Bureau des Océans et des Affaires Environnementales et Scientifiques Internationales du Département d'Etat Américain), le Ministère Néerlandais des affaires Etrangères, le Gouvernement du Canada (à travers l'ACDI, DFAIT et Environnement Canada), l'Agence Suisse de l'Environnement, des Forêts et du Paysage (SAEFL), le Royaume-Uni (à travers le DFID et DEFRA), la Commission Européenne (DG-ENV), le Ministère Danois des Affaires Etrangères, et le Gouvernement Allemand (à travers le Ministère de l'Environnement (BMU) et de la Coopération pour le Développement (BMZ)). Un soutien général a été accordé au Bulletin au titre de l'exercice 2003, par: le PNUE, le Gouvernement Australien, les Ministères Suédois de l'Environnement et des Affaires Etrangères, le Ministère Néozélandais des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur, le Ministère Norvégien des Affaires Etrangères, Swan International, le Ministère Nippon de l'Environnement (à travers l'IGES), le Ministère Nippon de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie (à travers GISPRI) et le Ministère Islandais de l'Environnement. La version Française est financée par le Ministère Français des Affaires Etrangères et l'OIF. Les opinions exprimées dans le Bulletin appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du Bulletin peuvent être utilisés uniquement dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tous renseignements, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service d'Information de l'IIDD, à <kimo@iisd.org>, +1-212-644-0217 or 212 East 47th St. #21F, New York, NY 10017, USA.



**LE TRANSFERT DES TECHNOLOGIES:** William Agyemang-Bonsu (Ghana) a présenté un rapport sur les travaux du Groupe d'Experts sur le Transfert des Technologies (GETT). Les délégués se sont félicités des progrès réalisés par le GETT et ont souligné la nécessité: d'une large participation des parties prenantes et d'une transparence dans l'instauration d'environnements favorables au transfert des technologies; d'actions concrètes pour la mise en application des conclusions du GETT et du résultat des évaluations technologiques; et d'une attention à la question plus large du développement des technologies. Un groupe de contact coprésidé par Terry Carrington (Royaume-Uni) et Kishon Kumar Singh (Trinité et Tobago) facilitera les consultations informelles et élaborera les projets de conclusions.

**LA RECHERCHE ET L'OBSERVATION SYSTEM-ATIQUE:** Le Président Thorgeirsson a introduit l'événement pré-sessions sur les R&OS, qui a considéré le Second Rapport sur l'Adéquation du Système Mondial d'Observation Climatique (SMOC). Le Secrétariat du SMOC a décrit les principales recommandations du Rapport, notamment, la nécessité: d'améliorer les normes, les données et les produits des systèmes d'observation; de mettre à disposition les produits pertinents aux besoins de la CCCC; et de renforcer les capacités et l'amélioration des systèmes d'observations dans les pays en développement, à travers l'établissement d'un fonds volontaire. Le CANADA, avec l'UE et le G-77/CHINE, a déclaré que les gouvernements doivent répondre aux besoins de la CCCC en matière d'observation. Le G-77/CHINE, avec la CHINE, l'URUGUAY et l'OUGANDA, a indiqué que les pays en développement nécessitent un soutien financier pour les R&OS. Le Président Thorgeirsson a annoncé qu'un groupe de contact coprésidé par Stefan Rösner (Allemagne) et S.N. Sok Appadu (Maurice) poursuivra les délibérations autour de ce sujet.

#### LES GROUPES DE CONTACT

**LE TRE DU GIEC:** Dans le groupe de contact coprésidé par David Warrilow (Royaume-Uni) et Walid Al-Malik (E.A.U.), les Parties ont débattu du point de savoir si le groupe de contact doit se focaliser sur le processus de l'examen du TRE ou sur les questions de fond dont il traite. La CHINE, appuyée par l'UE et le G-77/CHINE, a suggéré de se focaliser sur les aspects scientifiques, technologiques et socio-économiques de l'adaptation et de l'atténuation. Le Coprésident Warrilow a mis en garde contre le risque de trouver les participants peu préparés à un débat technique approfondi. Le CANADA a fait objection à l'idée de se focaliser sur les détails techniques. SAMOA et les ETATS-UNIS ont souligné le besoin d'une approche intégrée, dans le domaine de l'adaptation. L'ARABIE SAOUDITE a déclaré que l'adaptation doit être traitée dans le cadre de l'Article 4.8 et 4.9 (effets adverses) de la CCCC. L'OUGANDA a mis en exergue la nécessité d'envisager des actions concrètes.

**LES Puits de fixation du carbone dans le CADRE DU MDP:** Le Coprésident Thelma Krug a attiré l'attention sur les approches proposées basées sur l'émission des unités temporaires conçues pour le traitement de la non-permanence. Le BRÉSIL a noté que son approche basée sur les unités temporaires appelle le Comité Exécutif du MDP à superviser l'émission des unités temporaires. Le CANADA a traité des questions concernant son approche en matière d'assurance et a proposé un nouveau libellé demandant, entre autres, que les Parties visées à l'Annexe I, détentrices "d'unités certifiées de réduction d'émission," remplacent ces unités si les assureurs venaient à manquer à leur obligation en la matière. Le représentant de l'AOSIS a rappelé aux délégués que les modalités en cours de discussion, sont à appliquer uniquement à la première période de l'engagement et, avec l'UE, a indiqué qu'il ne soutient pas l'idée d'une approche à part consacrée à la question d'assurance. L'UE a indiqué que l'approche du Canada en matière de politiques d'assurance ne traite pas pleinement de la non-permanence, parce que l'assurance peut expirer dix ans après la fin de la période de crédit. Le Coprésident Krug a annoncé qu'un comité de rédaction officieux sur la non-permanence sera convoqué.

**LES ARRANGEMENTS ENCADRANT LES REUNIONS INTERGOUVERNEMENTALES:** Le Président Karsten Sach a déclaré que les discussions du groupe de contact se focaliseront sur deux ensembles de sujets: les préparatifs de la CdP/RdP-1; et la CdP-9, les futures périodes de session, et la participation effective dans le processus de la CCCC.

Au sujet des préparatifs de la CdP/RdP-1, la NORVEGE a déclaré que bien qu'elle respecte la distinction juridique entre la CCCC et le Traité, elle favorise autant d'intégration que possible. Le délégué des ETATS-UNIS a souligné la nécessité d'une approche qui ne procède pas à une fusion des questions relevant de la CCCC et celles relevant du Traité, car ceci aurait un impact sur les droits des Parties signataires de la CCCC qui ne sont pas membres du Traité. Le G-77/CHINE a souligné l'importance du maintien de la CCCC et du Traité, comme organes séparés et distincts, à la fois au plan juridique et au plan des procédures. L'ARABIE SAOUDITE, avec les ETATS-UNIS, a déclaré que les questions de la CCCC doivent avoir priorité sur celles du Traité.

Au sujet du second ensemble de thèmes, le Président Sach a indiqué que le groupe de contact doit considérer l'octroi aux Présidents des Organes Subsidiaires, mandat de mener des consultations avec les Parties, sur la proposition de rationaliser les ordres du jour, et sur le programme de travail pluriannuel. L'ARABIE SAOUDITE, appuyée par le BRÉSIL, la SLOVENIE et la NORVEGE, a suggéré que ces questions soient abordées après la CdP-9.

**LA RECHERCHE ET L'OBSERVATION SYSTEM-ATIQUE:** Le Coprésident Stefan Rösner a introduit le projet de conclusions du coprésident. Les participants ont débattu, entre autres: des actions prioritaires pour le traitement de la déficience des réseaux; de la mise en œuvre et de la couverture des réseaux mondiaux terrestres, océaniques et atmosphériques; de l'accessibilité des données satellitaires; des demandes d'information adressées à l'OMM concernant l'amélioration le transfert des données; et de la nécessité de réseaux spécialisés dans les régions fragiles. Le projet de conclusions requiert des Parties, la soumission des points de vue au Secrétariat du SMOC concernant les actions prioritaires émanant du Second Rapport d'Adéquation, avec une référence particulière au Rapport du Comité Directeur du SMOC. Les Parties ont également examiné un projet de décision sur les systèmes mondiaux d'observation du climat.

#### DANS LES COULOIRS

Au moment même où l'air conditionné du centre de conférence a, enfin, commencé à fonctionner, jeudi, les participants ont entamé la discussion autour du thème de l'adaptation, en notant l'appel du G-77/Chine à proclamer l'année 2003, "l'année de l'adaptation." Plusieurs participants ont fait part de leurs réserves concernant le risque de voir les discussions sur l'adaptation aux mesures de réponse continuer à retarder la prise de mesures concrètes pour l'adaptation aux changements climatiques.

Par ailleurs, une controverse a eu lieu, jeudi, sur la distinction juridique entre la CCCC et le Traité, et sur le rôle du SBI et du SBSTA dans le service apporté à la CdP et à la CdP/RdP. Un délégué a parlé de l'émergence de deux camps distincts, l'un composé de "séparatistes" et l'autre, "d'intégrationnistes radicaux."

#### A SUIVRE AUJOURD'HUI

**SBSTA:** Le SBSTA se réunira à partir de 10 h en plénière, pour traiter de la coopération avec les organisations internationales pertinentes, des questions liées à l'énergie propre ou émettrice de moins de GES, des questions ayant trait à la mise en œuvre de l'Article 2.3 du Traité (effets adverses des politiques et mesures) et autres sujets d'intérêt.

**SBI:** Le SBI se réunira à partir de 16h en plénière pour se pencher sur: les questions financières relatives aux Parties non-visées à l'Annexe I; l'utilisation des lignes directrices encadrant les préparatifs des communications nationales des Parties non-visées à l'Annexe I; le renforcement des capacités; l'Article 6 de la CCCC (éducation, formation et conscientisation du public); les communications nationales des Parties visées à l'Annexe I; et la requête émanant du groupe des pays d'Asie Centrale et du Caucase, de l'Albanie et de la République de Moldavie (CACAM), concernant leur statut au sein de la CCCC. Les délégués traiteront aussi d'une proposition avancée par la Croatie sur le thème de LULUCF, et sur les circonstances particulières de la Croatie dans le cadre de l'Article 4.6 de la CCCC (circonstances particulières des pays en transition économique).

**GROUPES INFORMELS:** Des groupes de contact plancheront sur: la mise en application de l'Article 4.8 et 4.9 de la CCCC (effets adverses); les questions ayant trait aux Articles 5 (questions méthodologiques), 7 (communication des données) et 8 (revue de l'information); le TRE du CIEC; la recherche et l'Observation systématique; et les politiques et mesures. Un groupe se réunira aussi sur le projet de budget de la biennale 2004-2005.